



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/1996/L.18/Add.1
10 juillet 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1996
New York, 24 juin-26 juillet 1996
Point 5 d) de l'ordre du jour

QUESTIONS SOCIALES ET HUMANITAIRES ET DROITS DE L'HOMME :
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Extrait du rapport de la Commission des droits
de l'homme sur sa cinquante-deuxième session

Additif

État des incidences administratives et des incidences sur le budget-
programme des résolutions et décisions adoptées par la Commission à
sa cinquante-deuxième session

À sa cinquante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a adopté 114 résolutions et décisions concernant principalement des activités existantes qui n'entraînent pas de dépenses au titre des activités de fond ou pour lesquelles des ressources ont été prévues dans le budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997. Elle a également approuvé quelques activités nouvelles ayant des incidences financières minimales pour l'exercice budgétaire en cours. Avant d'adopter les résolutions et décisions, conformément à l'article 13.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission a été informée oralement des coûts estimatifs des dépenses qu'entraînerait l'application des demandes figurant dans ces résolutions et décisions. À la même session, la Commission a également approuvé l'arrêt de deux activités. Les ressources nécessaires à l'application des résolutions et décisions adoptées par la Commission en 1996 devraient être financées à l'aide des crédits ouverts au chapitre 21 du budget-programme de l'exercice 1996-1997 pour les activités du Conseil économique et social. L'adoption de ces textes n'entraînerait donc pas de dépense supplémentaire au titre dudit chapitre. En conséquence, aucun état des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme des résolutions et décisions adoptées par la Commission des droits de l'homme en 1996 n'est joint au présent rapport.
